Groupe CRI Communiste Révolutionnaire Internationaliste http://groupecri.free.fr Tél.: 06 64 91 49 63

## ENSEIGNANTS, LYCÉENS, PARENTS, ÉTUDIANTS... TOUS ENSEMBLE CONTRE LE PLAN SARKOZY-DARCOS !

CONTRE LES SUPPRESSIONS DE POSTES DE PROFS!
CONTRE LA SUPPRESSION DES BEP!
POUR LE DROIT À L'ÉDUCATION ET L'ÉGALITÉ!

Depuis plusieurs semaines, des dizaines de milliers d'enseignants, de lycéens et de parents se mobilisent contre le plan Sarkozy-Darcos. Jusqu'à présent, ce mouvement a touché surtout les établissements de la région parisienne, où il y a de fortes traditions de luttes. Maintenant, la région parisienne est en vacances, mais elle a transmis la « flamme de la mobilisation » aux académies de la zone B (rentrées le 21 avril) et de la zone C (qui rentreront le 28). Il faut que la province s'engage dès maintenant dans la construction de la mobilisation nationale qui pourra mettre en échec Sarkozy-Darcos! Les raisons de se mobiliser ne manquent pas :

- Rétablissement des 11 200 postes d'enseignants supprimés cette année, refus des 80 000 autres suppressions annoncées d'ici 2012! Tout le monde est concerné: les établissements peu touchés cette année le seront l'an prochain. Les classes sont déjà surchargées, des filières et des options supprimées, les conditions d'enseignement dégradées: il n'est pas possible d'accepter cette politique qui prive des centaines de milliers de jeunes de tout avenir décent! Au contraire, les travailleurs produisent assez de richesses, ils paient assez d'impôts pour que l'Éducation devienne une priorité, pour que les classes soient allégées et les personnels nécessaires embauchés!
- Maintien des BEP et du Bac Pro en 4 ans. Sarkozy-Darcos veulent supprimer le BEP alors que c'est un diplôme qui donne une qualification reconnue sur le marché du travail. Déjà, des dizaines de milliers de jeunes sortent de l'école sans diplôme et sont condamnés au chômage ou aux petits boulots sous-payés : avec la suppression de BEP, ils seraient encore plus nombreux ! Quant au Bac Pro, il doit rester un diplôme de qualité, préparé en 4 ans et non en 3 ans comme l'exigent Sarkozy-Darcos qui veulent livrer les jeunes à l'exploitation !
- Contre le rapport Pochard qui veut casser le statut des enseignants et mettre les établissements en concurrence pour aggraver encore les inégalités! Les enseignants, les élèves, les parents veulent l'égalité, ils refusent une école à deux vitesses, avec d'un côté les établissements d'élite et de l'autre les établissements sacrifiés. Pour cela, il faut des enseignants bien formés et traités sur un pied d'égalité.
- Contre la loi Pécresse dite « LRU » qui introduit la sélection à l'entrée de l'Université, privatise et met en concurrence les universités. Les étudiants et lycéens se sont batus contre cette loi en novembre-décembre dernier. Depuis, la ministre Valérie Pécresse a annoncé de nouvelles attaques contre le statut des enseignants du supérieur et contre les diplômes universitaires (« réforme » de la licence, etc.).
- Pour la régularisation des élèves et étudiants sans-papiers : comme leurs parents travailleurs, ces élèves vivent en France et doivent avoir les mêmes droits que les autres. Il faut empêcher les rafles et les expulsions, refuser la division et le racisme : tous ensemble contre l'ennemi commun, Sarkozy et son gouvernement !

## Comment lutter de façon efficace ?

Les enseignants, lycéens, parents et étudiants ne peuvent compter que sur eux-mêmes, avec l'aide des syndicats combatifs. En région parisienne, la mobilisation s'est construite au moyen de grèves des enseignants, de blocages des lycées et de manifestations. Dans chaque établissement mobilisé, des Assemblées générales d'enseignants et des Assemblées générales de lycéens ont eu lieu. Ces AG permettent de s'informer, de débattre et de prendre démocratiquement les décisions. Ensuite, elles élisent des délégués qui représentent l'AG auprès du proviseur, des médias ou des autres établissements en lutte. Enfin, les AG se coordonnent par villes, départements ou régions et au niveau national pour unifier et dynamiser le mouvement, grâce à un maximum d'informations, à la discussion la plus large et à la coordination des actions. C'est ainsi que l'« AG des établissements en lutte d'Île-de-France » a été le principal outil de la mobilisation des enseignants. De leur côté, les lycéens se sont réunis en une première « Coordination lycéenne nationale » le 19 avril (voir leur excellent appel au verso de ce tract).

Pour gagner, il faut aller vers la grève générale de l'Éducation jusqu'à la victoire. Sous la pression de la base, les directions des syndicats d'enseignants appellent à une journée nationale de mobilisation le 15 mai et les fédérations de fonctionnaires envisagent d'y appeler elles aussi. Mais ce qu'il faut, c'est une vraie grève nationale, tous ensemble, pour faire céder Sarkozy-Darcos. C'est pourquoi il est vital que la mobilisation s'enclenche dès maintenant en province et reprenne dès la rentrée en région parisienne. Dans les académies qui reviennent de vacances, il faut donc immédiatement réunir des AG dans chaque établissement et construire la mobilisation.

## APPEL DE LA PREMIÈRE COORDINATION NATIONALE LYCÉENNE (réunie le 19 avril)

Mardi 15 et Jeudi 17 avril, des dizaines de milliers de lycéens et de profs manifestaient à Paris et des milliers dans des villes de province. Une nouvelle fois nous avons été plus nombreux que les manifs précédentes et le mouvement contre la casse de l'Éducation Nationale prend réellement de l'ampleur. Darcos refuse de céder pour l'instant, il faut donc continuer à amplifier la mobilisation et les manifestations.

Pour amplifier la mobilisation, nous devons pousser tous les lycées à se réunir en Assemblée Générale. L'auto-organisation des lycéens en Assemblée Générale, comme c'est déjà le cas dans de très nombreux lycées, est le seul moyen pour toucher le plus d'élèves possible sur chaque établissement mobilisé. Mais se réunir en AG permet surtout d'organiser la mobilisation sur son lycée, de débattre sur les attaques du gouvernement et sur les revendications, de préparer les manifs et de discuter des suites à donner au mouvement.

Aujourd'hui il est urgent que nous, lycéens représentants de 30 lycées sur l'Île-de-France, et de plusieurs lycées de province, dont notamment des lycées de Toulouse, de Lyon, d'Amiens, etc., défendions les revendications suivantes : rétablissement des postes supprimés et transformation des heures supplémentaires en heures postes ; pas plus de 25 élèves par classe ; maintien du BEP et de la carte scolaire ; rétablissement des filières, options et classes supprimées ; embauche des personnels nécessaires au bon fonctionnement d'un enseignement de qualité ; régularisation des élèves sans-papiers ; non application du rapport Pochard.

La liste est longue, au même titre que la liste des attaques gouvernementales contre le service public d'éducation et contre les droits des lycéens. Toute cette politique a des conséquences sur les professeurs mais aussi sur nos conditions d'étude et d'enseignement : des classes surchargées, des heures de demigroupes en moins, des options et langues de plus en plus rares, parfois des filières et des classes fermées, comme cela a été annoncé dans de nombreux lycées.

Pour les profs : recours accru aux heures supplémentaires, plus de difficultés pour faire cours dans des classes toujours plus surchargées, moins de temps pour préparer les cours et corriger les copies. Beaucoup d'entre eux vont devoir partager leur travail entre plusieurs lycées ou enseigner plusieurs matières...

De plus, et face à la répression très forte qui tente de mettre fin au mouvement, la coordination nationale lycéenne demande l'arrêt des poursuites judiciaires contre tous les lycéens interpellés lors des manifestations ou devant leur lycée. Nous demandons également l'arrêt de toutes les sanctions administratives dans chaque établissement contre les lycéens mobilisés.

C'est l'ensemble des jeunes et des personnels enseignants et non-enseignants qui sont attaqués par les réformes du gouvernement. Par conséquent, nous devons répliquer par un mouvement de grève massif de toute l'Éducation Nationale. Ce mouvement sera le premier pas vers un mouvement d'ensemble de tous les jeunes et de tous les salariés qui seul pourra stopper la politique du gouvernement Sarkozy.

C'est pour cette raison que nous invitons tous les lycéens mobilisés à s'auto-organiser et à lutter aux côtés de leurs profs et des parents d'élèves. Les manifestations doivent continuer et se multiplier car elles permettent de populariser le mouvement et de l'étendre en encourageant plus de lycéens, de profs et de parents d'élèves à y participer.

Nous appelons tous les lycéens en lutte à participer à la prochaine Coordination nationale lycéenne, le samedi 3 mai en région parisienne.

Nous appelons tous les lycéens à manifester massivement dans toute la France le mardi 29 avril prochain et à rejoindre les travailleurs lors des manifs du 1<sup>er</sup> mai.

Mais surtout, la Coordination appelle à faire du MARDI 6 MAI une journée de grève et de manifestation nationale. De plus, elle invite également les lycéens à bloquer leurs lycées ce jour-là partout où c'est possible afin d'envoyer un signal fort au gouvernement.

TOUS ENSEMBLE, FAISONS RECULER LE GOUVERNEMENT!

Pour plus d'information voir le site : http://lecrc.forumactif.fr/index.htm